

Deux milliards  
de consommateurs

## Riz : un marché stratégique

Le riz est une des premières céréales mondiales avec une production annuelle d'environ 450 millions de tonnes. Il constitue l'aliment de base de la moitié de la population mondiale. Pourtant, les échanges internationaux n'interviennent que sur un volume limité de 10 à 14 millions de tonnes. Un marché très étroit que se disputent les deux principaux exportateurs : la Thaïlande et les Etats-Unis. Menacés par la Thaïlande dont les coûts de production sont moins élevés, les Etats-Unis développent, notamment depuis 1986, une politique d'exportation agressive par le biais de subventions à la production comme à l'exportation, de programmes de crédit et d'aide alimentaire. Principal enjeu de ce duel au cours des années 1980 : le marché africain. Les importations de céréales n'ont cessé d'y croître. Le riz importé, comme le blé, entre en concurrence avec les céréales et les tubercules produits localement. Les habitudes alimentaires des populations se modifient en conséquence. La percée du riz et du blé dans la cuisine afri-

caine Mais elle s'inscrit aussi dans un mouvement de diversification plus générale. En Inde également, le riz occupe une part grandissante dans la ration alimentaire de la population. Sa progression s'effectue au détriment des oléoprotéagineux. Tel est l'effet pervers de la Révolution verte. Elle a certes permis à l'Inde d'en finir avec les grandes famines et de parvenir à l'autosuffisance en céréales.

Mais le développement de la riziculture sur les meilleures terres a pénalisé les cultures de soja et d'arachide. Pour faire le point sur l'ensemble de la filière riz, le Réseau Stratégies Alimentaires<sup>(\*)</sup> organise une journée - débat, le 13 décembre 1989. Deux tables-rondes s'attacheront tout particulièrement aux thèmes suivants : « concurrence internationale et sécurité alimentaire » et « conditions de développement de la production rizicole en Afrique ».

(\*) renseignements et inscriptions : 13 bd St Martin - 75003 PARIS - Tél. 42.78.61.67

Ce dossier a été réalisé par Hélène Benz, Dominique Harre,  
Serge Snrech et Philippe Vinçon. - Secrétariat de rédaction : Denise William



## Echanges internationaux

# Un marché étroit et instable

**E**ssentiellement asiatique, la production de riz a progressé d'environ un tiers depuis une vingtaine d'années et fluctue autour de 450 millions de tonnes. L'Asie fournit en effet actuellement plus de 90 % de la récolte mondiale annuelle, grâce à une politique de production intense dans tous les pays, comme celle menée par l'Inde lors de sa Révolution verte (voir page 16). La Chine caracole largement en tête avec près de 40 % de la production mondiale suivie de l'Inde et de l'Indonésie. Le reste s'égraine sur les autres continents : l'Amérique du Sud (3,6%)<sup>(1)</sup>, l'Afrique (2,3%), l'Amérique du Nord (1,3%) et enfin l'Europe (1%).

En regard de cette énorme production, les volumes échangés, 10 à 14 millions de tonnes, soit 4 % du total, sont plus que modestes, même s'ils ont eux-aussi augmenté : + 3,9% entre 1970 et 1980 selon la FAO. Le marché du riz est donc un marché résiduel, ce qui conditionne étroitement son fonctionnement. A titre de comparaison, le commerce international du blé porte sur 94 millions de tonnes soit 19 % de la récolte mondiale.

Le commerce du riz a changé au cours des années 1970 avec la montée en puissance des exportations

■

**Neuf grains de riz sur dix poussent en Asie. La plupart n'en sortent pas. Les quelques rares qui s'en échappent se rassemblent sur un petit marché original, capricieux comme la mousson.**

■

américaines et l'ouverture de nouveaux marchés au Moyen-Orient et plus récemment en Afrique. Curieusement, ce sont la Thaïlande et les Etats-Unis, qui pourtant ne font pousser à eux deux que le cinquième du riz mondial, qui dominent aujourd'hui le commerce international. Depuis 1980, ils vendent en moyenne la moitié du riz du globe. Loin derrière, la Chine, en écoulant moins d'1 % de sa production, se maintient depuis quelques années à la troisième place avec 10 % des échanges. D'autres pays, comme le Pakistan, avec un peu moins de 10 % des parts, ou l'Inde, jouent la carte de la qualité en

vendant des riz de luxe. Le reste des exportations, soit environ 30 %, se répartit entre les pays qui écoulent marginalement leurs surplus. Côté importation, la part de l'Asie (20 %) a diminué dans les années 70 au profit des nouveaux clients : le Moyen-Orient (Arabie Saoudite, Iran, Irak) et surtout l'Afrique qui absorbe désormais le quart des importations mondiales.

## LA MAITRISE

### DE L'EAU

L'évolution des techniques agricoles et en particulier le développement de l'irrigation a également bouleversé la structure des échanges. Jusqu'à l'après-guerre, les pays traditionnellement exportateurs, Thaïlande, Birmanie ou Viet-Nam, se trouvaient très logiquement parmi ceux qui disposaient de larges plaines de delta, idéales pour la culture pluviale du riz. Les autres pays asiatiques, moins gâtés par la nature, étaient pour la plupart structurellement importateurs. La Révolution verte a notablement changé les données du problème. En effet, la culture intensive du riz par la recherche de la valorisation maximum des intrants suppose une bonne maîtrise de l'eau. Ce sont les pays auparavant importateurs et bénéficiant de conditions naturelles compatibles avec les amé-



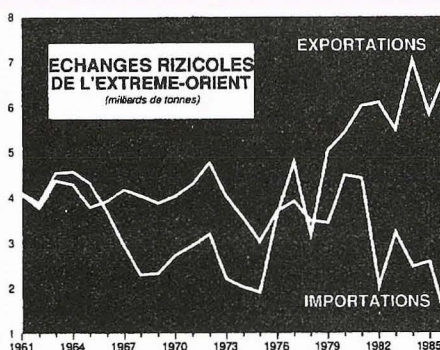
nagements hydrauliques, qui ont lancé les programmes d'irrigation les plus ambitieux. Grâce à l'augmentation des rendements, la croissance de la production s'est donc faite plus rapidement dans les pays à l'origine importateurs que chez les exportateurs.

## ALEATOIRE

### COMME LA MOUSSON

Marché étroit, marché sensible! En raison du très faible volume commercialisé, la moindre variation des récoltes chez un grand producteur peut créer soit une montagne d'excédents soit au contraire une brutale pénurie. Les fluctuations sont d'autant plus à craindre que le gros de la récolte mondiale pousse en Asie et se trouve de ce fait largement tributaire d'un phénomène unique, complexe et difficilement prévisible : la mousson. Le manque de fiabilité du marché explique que la plupart des pays aient voulu se protéger de ces aléas. Comptant sur leurs propres forces, ils ont cherché d'abord à couvrir leurs besoins puis à se constituer des stocks de sécurité pour amortir les écarts de production dus aux chocs climatiques.

On ne se spécialise pas dans une production dont le marché est par trop mouvant. La théorie libérale des avantages comparatifs<sup>(2)</sup> s'applique donc peu au riz. Les pays qui pourraient en raison de leur climat ou de leurs sols, produire davantage et vendre leurs excédents préfèrent diversifier



leur agriculture ou cultiver un riz de meilleure qualité mais de moindre rendement. Quant aux pays qui ne sont pas les mieux placés pour cette culture mais en sont néanmoins très dépendants pour leur approvisionnement, ils essaient dans la mesure du possible d'atteindre l'auto-suffisance. C'est pourquoi le commerce asiatique du riz est extrêmement fluctuant. A l'échelle mondiale, quelques flots de stabilité surnagent toutefois : il s'agit essentiellement des ventes de riz haut de gamme en direction du Moyen-Orient et de l'Europe.

## AFFAIRE

### D'ETATS

L'importance des échanges directs entre les Etats, qui représentent un tiers des échanges totaux, est un autre trait dominant du commerce mondial du riz. Ces transactions prennent surtout la forme d'accords commerciaux, de court ou de long terme (90% des volumes des accords), ou de trocs qui permettent l'économie de devises fortes. La prépondé-

rance du secteur public apparaît très nettement dans les échanges entre pays en voie de développement puisque celui-ci intervenait dans la moitié des échanges entre 1979 et 1983. L'Inde, la Thaïlande, le Pakistan exportaient uniquement par cette voie jusqu'à une période récente. Les échanges entre les pays asiatiques échappent ainsi largement aux négociants internationaux et s'effectuent en partie au sein de l'ASEAN (Association of South East Asia Nations). L'émergence du marché africain s'est également faite sur la base de tels accords, et ce sont principalement les offices publics qui approvisionnent les marchés, bien qu'une tendance à la libéralisation se soit manifestée au cours des années 80.

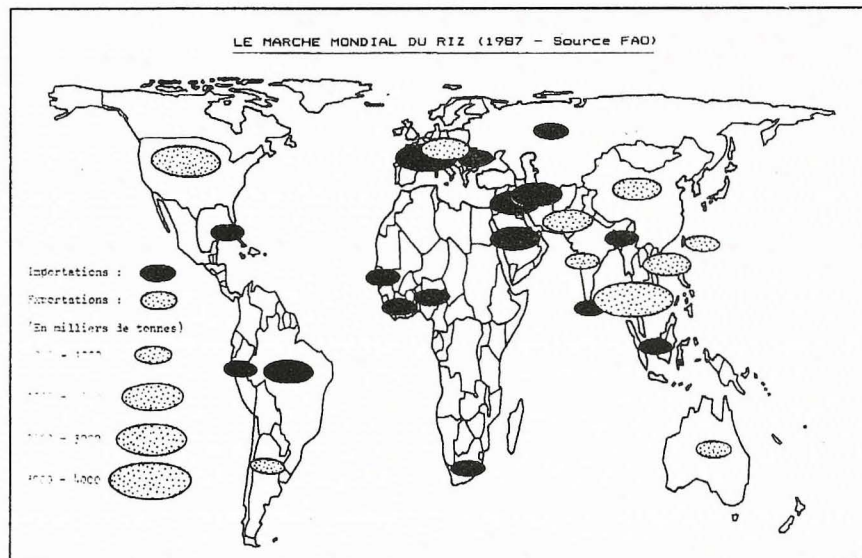
Ces accords entre Etats portent surtout sur le court terme et sans que le prix soit fixé à l'avance. Des variations de prix sensibles peuvent exister selon les quantités cédées et selon les pays acheteurs en fonction des perspectives offertes par leur marché. Ainsi, en juin 89, la Thaïlande a vendu au Togo 5 000 tonnes de riz blanc à 5% de brisures à 282 \$ la tonne et 500 tonnes du même riz à l'Arabie saoudite à 335 \$ la tonne.

On observe toutefois depuis quelques années une contraction des volumes échangés directement entre Etats, en raison principalement du désengagement des structures étatiques dans les pays asiatiques exportateurs comme importateurs. Entre 83 et 84, en Thaïlande, la part de ces contrats est passée de 37% des exportations totales à 27 %. En revanche les ventes de l'Etat aux négociants privés se développent. Le riz américain, commercialisé essentiellement par des maisons spécialisées présentes dans la production, échappe aussi en partie au négoce international.

## A CHACUN

### SON RIZ

Les riz vendus sur le marché mondial appartiennent à des types très divers selon le stade et la nature de leur transformation, leur qualité et leur origine (voir page 10). La Thaïlande n'en exporte pas moins de dix sortes dont les riz blanchis avec des taux de brisures variables, le riz étu-





vé ou le riz gluant. Une certaine rigidité des habitudes alimentaires rend ces variétés peu interchangeables. Les pays européens, par exemple, n'importent que des variétés Indica, à grain long, alors que certains pays africains n'achètent que des brisures, mieux adaptées aux modes de préparation de leurs plats. Ces différences de qualité se traduisent par un éventail de prix assez ouvert. Ainsi, le 5 octobre dernier, le riz long blanchi américain se vendait à 259 dollars la tonne, le riz moyen à 233 et les brisures à 129. Le riz blanchi thaï était coté à 320 dollars et les brisures à 190. Cependant, la prépondérance de la Thaïlande dans les échanges tend à faire de son riz blanc à moins de 5% de brisures (313 dollars le 5/10/89), la référence pour l'évolution du prix mondial.

Ces différences de prix s'accompagnent d'une instabilité des cours, à court et long terme. La volatilité des prix s'explique par le volume limité des échanges, qui amplifie les variations de la production ou de la consommation mondiale. La concentration de la production en Asie rend la production mondiale soumise aux mêmes variations des conditions climatiques.

La conjoncture des deux années passées a surtout été marquée par la sécheresse en Asie depuis juillet 87, qui a perturbé l'approvisionnement mondial. La Thaïlande a dû réduire ses exportations. Il s'en est suivi une forte remontée des prix, après une décennie de cours très bas. Aujourd'hui, la tendance semble s'inverser à nouveau. La production de riz paddy pour 88/89 est estimée par la FAO à 490 millions de tonnes. Les prévisions établies en septembre dernier laissent espérer une récolte de 500 millions pour la campagne 89/90. Très logiquement, les prix amorcent une courbe descendante.

Dominique Harre  
Serge Sneath

(1) chiffre FAO-USA pour 1987

(2) La théorie des avantages comparatifs suppose que les pays se spécialisent dans les productions pour lesquelles ils sont avantagés par la nature, quitte à acheter les produits pour lesquels ils le sont moins.

## LE RIZ DANS TOUS SES ETATS

Les deux espèces de riz cultivées dans le monde sont l'*Oryza Sativa* en Asie et l'*Oryza Glaberrima* en Afrique. Chacune comporte un grand nombre de variétés (plus de 120 000 cultivars). Des espèces sauvages sont également dispersées en Asie, Afrique, Australie et sur le continent américain. La gamme complète des variétés de riz dérive de trois sources : les espèces sauvages, les hybrides naturels et les variétés sélectionnées par l'homme. De nombreuses espèces ont disparu au profit de variétés améliorées, semi-naines ou résistantes à certaines maladies (IR 08 ou IR 36). Le riz commercialisé sur le marché mondial regroupe les espèces de l'*Oryza Sativa* : l'Indica, le Japonica (ou Sinica), le Javanica qui diffèrent par la taille et la grosseur du grain.

La classification retenue dans les échanges commerciaux différencie le riz en fonction de la transformation qu'il a subie (voir schéma) et la forme du grain. On distingue :

• *selon le stade de transformation :*

— le **riz paddy** : juste récolté, le grain contient encore la balle et le son qui le recouvrent,

— le **riz cargo** : débarrassé de la balle mais conservant une grande partie du son,

— le **riz blanchi ou riz décortiqué** auquel on a enlevé le reste du son. Lors de l'opération de décortilage, les grains sont plus ou moins brisés. Le taux de brisure représente un critère de qualité important. On vend ainsi des riz contenant 5%, 20% et jusqu'à 35% de brisures,

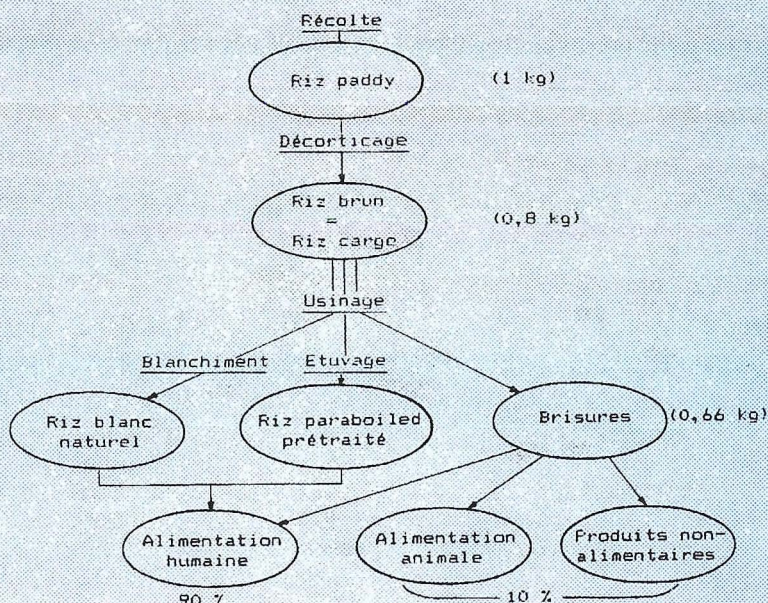
— le **riz étuvé, appelé riz brun ou prétraité**, a été bouilli puis séché avant décortilage ce qui lui donne un aspect translucide et transmet au grain les qualités nutritionnelles contenues dans l'enveloppe. Apprécié surtout des Asiatiques, sa consommation se développe en Europe.

• *selon la forme, trois grandes catégories :*

— **grains longs, grains moyens, grains courts ou ronds.**

Il existe également des variétés de riz particulières comme le **basmati** (Inde, Pakistan) en expansion ou le **riz gluant** (Laos) dont le marché reste limité à quelques pays asiatiques.

### TRANSFORMATION DU PADDY





## Conquête des marchés

# Uncle Sam contre le dragon

**R**iz ... Femmes asiatiques courbées sur de frêles pousses vertes... L'association s'impose à chacun mais l'image est trompeuse car si c'est bien un pays d'Asie, la Thaïlande, qui arrive en tête des exportations mondiales, la seconde place revient ... aux Etats-Unis. Ces deux pays, avec des systèmes de production et des politiques d'exportation totalement différents, se livrent une guerre commerciale sans merci.

Le riz ne pèse pas bien lourd parmi les grandes céréales américaines (environ 2% de la production) et moins de 2% seulement du riz de la planète pousse sur le sol des Etats-Unis mais ils représentent néanmoins 18% des exportations mondiales. La riziculture made in USA ne ressemble guère à celle des pays asiatiques : ultra-mécanisée, irriguée à 100% alors qu'en Asie le riz subit les caprices des moussons, ses coûts de production, nettement plus élevés, s'en ressentent.

## UNE FILIERE

### PROTEGEE

La compétitivité du riz américain doit donc être entretenue à coups de subventions pour protéger une filière très largement dépendante des ex-

## Entre les Etats-Unis

### et la Thaïlande,

### c'est à qui vendra le moins

### cher pour exporter son riz.

### Drôle de guerre entre deux

### producteurs modestes

### qui dominent pourtant le

### marché. Principal enjeu

### des années 1980 :

### le marché africain.

portations. Depuis la dernière législation agricole, le Food Security Act de 1985, les aides pour le riz représentent en moyenne 60 % du prix au producteur<sup>(1)</sup>. Plus de la moitié des exportations de riz américain bénéficient de programmes spécifiques : aide alimentaire, programme de crédits ou subventions directes à l'ex-

portation<sup>(2)</sup>. Les riziculteurs ont en outre accès à des prêts particulièrement avantageux, les «Marketing Loans» (voir page 12).

L'augmentation des revenus pétroliers dans les pays du Moyen-Orient, au milieu des années soixante-dix, a eu des retombées très bénéfiques pour les planteurs américains. Entre 1978 et 1980, L'Arabie Saoudite, l'Iran et l'Irak ont absorbé le quart des exportations américaines. Quant aux ventes à la seule Arabie, elles ont quadruplé entre 1971 et 1986. Cette percée sur le marché du Moyen-Orient, aujourd'hui premier client des Etats-Unis pour le riz, s'est faite essentiellement par les circuits commerciaux classiques, sauf pour l'Irak qui a profité de programmes de crédits à l'exportation. En revanche, la pénétration du marché africain, largement moins solvable, a emprunté surtout la voie de l'aide alimentaire.

## L'AUBAINE

### AFRICAIN

Depuis la fin des années 1970, l'Afrique occupe la seconde place dans les exportations américaines de riz. La régression de la demande asiatique associée à la dégradation de l'auto-suffisance alimentaire en Afrique ont poussé les Etats-Unis à prendre pied sur ce continent. Avant



## UNE BATTERIE D'AIDES A L'EXPORTATION

### Les «Marketing Loans» :

L'objectif numéro un de ces prêts, instaurés en 1986 pour le riz et le coton, était de renforcer la compétitivité à l'exportation de ces deux produits en perte de vitesse : la part des USA dans le marché mondial du riz était tombée de 23 à 15% entre 1980 et 1985. Les «Marketing Loans» permettent de rembourser les prêts de campagne accordés aux riziculteurs à un taux lié au cours mondial et de descendre en dessous du prix de soutien. Ils agissent autant sur les prix du marché intérieur qu'à l'exportation. Leur effet a été fulgurant : dès 1986, les prix chutèrent de 40%, les exportations grimpèrent d'autant et le coût des programmes rizicoles triplait. Au niveau mondial, les grands exportateurs (Thaïlande, Birmanie, Pakistan) anticipèrent la chute des prix américains en abaissant leurs propres prix, ce qui réduisit leur recettes d'exportation. Toutefois, depuis 1985, la conjoncture mondiale (redressement des cours dû à une forte demande en 1986 et 1987) limite les effets négatifs des «Marketing Loans» et en 1988, le coût des programmes américains régressa nettement.

### La PL 480 :

La «Public Law 480» est à la fois le principal programme d'aide alimentaire et le plus ancien des programmes d'exportation américains. Créé en 1954, pour résorber les excédents, il a largement contribué au développement de la riziculture américaine, notamment en Californie, par l'envoi massif d'aide alimentaire en Asie. Au tournant des années 1970, 60 % des exportations de riz étaient couvertes par la PL 480, dont celles à destination de l'Indonésie, de la Corée et du Vietnam auquel la PL 480 apportait un soutien militaire indirect. L'aide alimentaire a fortement régressé entre 1986 et 1988, pour ne plus représenter que 16% des exportations.

### Les programmes de crédit :

Depuis 1956, différents programmes de crédit aux pays importateurs (sur une période de 6 mois à 3 ans) et de garantie de crédit se sont succédés. A partir de 1982, ils prirent un grand essor avec le GSM 102, programme de garantie pour les crédits privés à court terme. Celui-ci couvrit 22% des exportations de riz de 1986 à 1988. En facilitant les exportations vers les pays à faible capacité d'emprunts, il permit en particulier de développer le marché du Moyen-Orient : les ventes à l'Irak, premier client des USA, sont couvertes à 100% par le GSM 102.

1975, l'Afrique n'absorbait pas plus de 10% des exportations américaines contre le quart depuis 1978. Elle reçoit aussi plus de la moitié de l'aide alimentaire américaine en riz depuis 1981. Mais en ce qui concerne les ventes proprement commerciales, les USA dont le riz de luxe est peu compétitif, subissent une concurrence sévère de la part de la Thaïlande qui répond mieux à la demande africaine tournée vers un riz bon marché. Alors qu'en 1977-78, date à laquelle l'Afrique doubla ses importations de riz, les USA et la Thaïlande arrivaient encore à égalité avec chacun environ 30% de ce marché, dès 1983, la part des Etats-Unis s'effondrait à 15% et celle de la Thaïlande grimpait à 50%. L'augmentation des achats africains a donc profité en grande partie à la Thaïlande. La riposte des USA pour maintenir leurs exportations se joua dès lors sur le terrain de l'aide alimentaire.



L'Afrique qui, jusqu'en 1979, ne recevait à ce titre que 20 % des exportations américaines en riz absorbe 40 à 60% de celles-ci à partir de 1983. La sécheresse de 1983-84 au Sahel offrit une «opportunité» supplémentaire aux Américains dont les excédents de riz s'accumulaient. Un programme exceptionnel de subvention aux exportations, l'«African Relief Program», permit d'écouler 229

000 tonnes de riz à prix très réduit en 1984 et 1985, d'où une augmentation de plus de 50% des exportations. 130 000 tonnes de riz medium usiné furent ainsi cédées à 145 \$/t, alors que le prix du marché était de 390 \$/t et celui fixé dans le cadre de la «Public Law 480», le plus ancien programme d'aide alimentaire américain, de 302 \$/t (voir ci-contre).

Même coûteux pour les finances fédérales, ce programme (PL 480) qui date de 1954, reste un moyen efficace d'exporter et de tisser des relations entre exportateurs américains et importateurs africains afin de rester présent sur un marché en expansion. Dans cette optique, le gouvernement ivoirien et les Etats-Unis ont conclu un accord d'importation de riz cargo, pour faire tourner les rizeries qui, actuellement, marchent au ralenti. Pour «huiler» les négociations, les USA ont même passé une partie de la livraison sous le régime de la PL 480, bien que la Côte d'Ivoire ne réponde nullement aux critères requis pour l'aide alimentaire.

Aux Etats-unis, l'ensemble de la filière rizicole finance un organisme, le Rice Council, chargé de promouvoir le riz américain, tant sur le marché intérieur qu'international. L'Afrique en est la cible privilégiée comme en témoigne l'implantation à Abidjan de l'unique bureau permanent du Rice Council à l'étranger. Il sponsorise, participe à des foires, organise la publicité pour faire connaître le riz américain aux consommateurs africains, met en contact importateurs et exportateurs des deux continents, entretient des liens avec des autorités gouvernementales dans le but de faciliter les programmes américains d'exportation, ...

## EXPORTER A

### TOUT PRIX

Pour se maintenir sur le marché mondial malgré des coûts de production beaucoup plus élevés que ses rivaux asiatiques et assurer la pérennité de leur industrie rizicole, les Etats-Unis mettent en oeuvre une politique d'aide extrêmement coûteuse. Leur part sur ce marché reflète



très directement l'effort financier consenti par le gouvernement. Le lobby du riz (The Rice Millers Association), formé de coopératives rizicoles et de rizeries privées, exerce sa pression en faveur du maintien de cours bas. En contrepartie, même si les programmes d'exportation coûtent cher, ils permettent aux USA de camper sur des marchés «stratégiques».

Principale adversaire des Etats-Unis, la Thaïlande n'est pas à la traîne dans cette course à la compétitivité. Elle trône aujourd'hui à la toute première place avec 40% du marché mondial contre moins de 25% au début des années 1980. Cette ascension tient pour une bonne part à ses coûts de production très faibles. La riziculture thaïe utilise peu d'intrants et progresse par l'extension des surfaces ensemencées. Entre 1970 et 1982, le taux de croissance de la production de riz (+ 2,5%) s'explique uniquement par de nouvelles mises en cultures alors que les rendements ont chuté de 0,2%. La diminution de la consommation intérieure a en outre permis d'alimenter davantage le marché extérieur. Coup de fouet

## LE RIZ D'AMERIQUE

• Surface cultivée : 1Mha sur 11 450 exploitations rizicoles.

• Production : 6,3 M/an, soit moins de 2% de la récolte du globe mais 18 % des exportations mondiales.

• Variétés :

- Long grain : 67%
- Medium : 28%
- Rond : 5%

• Etats producteurs : Arkansas, Californie, Texas, Louisiane, Mississippi, Missouri

• 52% de la production exportée vers :  
Moyen-Orient (Irak et Arabie Saoudite) : 35%      Afrique : 17%  
CEE : 13%      Caraïbes : 9%  
Asie : 4%      Autres : 7%

supplémentaire, le gouvernement de Bangkok a adopté une série de mesures pour doper les ventes à l'étranger : diminution en 1983 puis suppression pure et simple en 1986 des taxes à l'exportation, libéralisation du commerce, encouragements aux négociants privés, ... Ajoutez à cela

une opportune dévaluation du bath. Résultat : des prix à l'exportation divisés par 2,5 depuis 1980.

Sous l'action des deux leaders, les prix mondiaux subissent en permanence une pression à la baisse. Mais l'impact économique de cette «surenchère» n'est pas le même dans les rizières thaïes que dans les champs de riz américains. En Thaïlande, elle affecte le revenu de l'ensemble du secteur agricole, soit plus de 10% de la population, ainsi que la balance commerciale très sensible dans un pays où le riz représente 15% des revenus d'exportation. Aux Etats-Unis, c'est pour l'instant le budget fédéral qui est affecté sans que le contribuable soit réellement lésé par ces dépenses infimes à l'échelle du budget national. Attention toutefois, si le soutien à la production venait à faiblir, les agriculteurs américains pourraient, eux aussi, pâtir de cette politique d'exportation à tout prix.

Hélène Benz

(1) ESP : Equivalent Subventions à la Production, calculé par l'OCDE

(2) EEP : Export enhancement programm

## EN FRANCE ET EN EUROPE

La production européenne, (1 946 000 tonnes en 1988) est répartie dans cinq pays : l'Espagne (500 000 t), la Grèce (114 000 t), l'Italie qui concentre plus de la moitié des quantités récoltées totales (1 114 000 t), le Portugal (140 000 t) et la France (580 000 t). La riziculture française regroupe 230 exploitations qui ont une surface moyenne de 75 ha. La collecte est assurée par le secteur coopératif. La production est répartie autour de la Méditerranée mais a surtout été maintenue en Camargue où un plan de relance a fait passer les superficies ensemencées de 4 000 ha à 17 000 ha entre 1981 et 1989. Dans cette région, le riz joue un rôle essentiel dans la désalinisation des terres et, en premier assolement, rend la terre apte à d'autres cultures.

Le niveau de consommation européen annuel n'excède guère les cinq kilos par tête, mais l'Europe du sud mange deux à trois fois plus de riz que le nord. L'Allemagne, le Danemark,

les Pays Bas ne consomment que 1,5 à 2 kg par an mais les pays du sud européens, qui sont aussi producteurs, 4 à 6 kg. Les préférences alimentaires vont vers les variétés à grains longs, de type Indica. On note une consommation de riz étuvé en hausse, notamment en France.

La CEE est globalement déficitaire en riz et a importé pendant la campagne 1988-89 (jusqu'en octobre) 54 200 tonnes. Malgré ce déficit, l'Europe exporte du riz. L'explication de cette situation a priori absurde est simple. Les importations portent sur des variétés à grains longs et les exportations sur des riz à grains moyens, moins prisés par les consommateurs européens. Un programme de reconversion variétale a donc été mis en place, sur cinq campagnes, destiné à stimuler la production de riz long de type Indica. L'aide à la production doit concerner 22 500 ha ensemencés et concerne surtout l'Espagne, dont le climat est plus apte à la culture de cette variété.

## BIBLIOGRAPHIE

- «Civilisations du riz»,  
Le Courrier de l'Unesco,  
Décembre 1984.  
7 place de Fontenoy - 75700 Paris
- «Alimentation en Afrique :  
manger ce qu'on peut produire»,  
Requier-Desjardins,  
Edition Karthala-PUSAF. 1988
- «Nourrir les villes en Afrique  
sub-saharienne»,  
ALTERSIAL-CERES/CERNEA-  
MSA/ORSTOM. 1985,  
L'Harmattan - 5/7 rue de l'Ecole  
polytechnique - 75005 Paris
- «Riz, aspects des politiques de  
production, de commerce et de  
prix»,  
Etude FAO, Développement écono-  
mique et social. 1986  
Via delle Terme di Caracalla  
I-00100 Rome.
- «Le marché mondial du riz»,  
Etudes et documents. 1985,  
Ministère des Relations extérieu-  
res. Coopération et développement.



## Habitudes alimentaires

# Les nouvelles «bouffes» africaines

**L'**augmentation des importations africaines de blé et de riz au cours des années 1970 a généralement été interprétée comme la conséquence de l'introduction de ces deux produits dans l'alimentation au détriment des céréales et des tubercules cultivés localement. Une telle approche a fait craindre d'une part une dépendance économique créée par l'augmentation d'importations coûteuses en devises et d'autre part une incompressibilité croissante de la consommation de ces produits, liée à l'occidentalisation des modèles.

Comment expliquer le succès du riz et du blé dans les pays de la zone sub-saharienne ? Jusqu'à présent, l'analyse dominante l'attribue à des raisons purement économiques : leurs cours mondiaux très bas depuis une décennie, répercutés sur les marchés internes, ne laissent que peu de chance aux productions locales beaucoup moins compétitives. D'autres facteurs, très discutés, auraient également facilité leur percée dans presque tous les pays de la région : la pénurie de produits locaux en périodes de sécheresse, l'essoufflement de la production par tête, l'effet pervers de l'aide alimentaire internationale et l'urbanisation favorisant certains types de consommation. Toute la discussion sur les orientations de la politi-

**Le riz et le blé importés**

**à bas prix chassent, dit-on,**

**le manioc et le sorgho**

**des terres d'Afrique.**

**Le problème est peut-être**

**moins simple qu'il n'y paraît**

**et les mutations alimentaires**

**ne sont pas seulement**

**affaire d'argent.**

que alimentaire reflète les interrogations des divers intervenants sur l'évolution des modèles alimentaires. Elles portent sur les aspects quantitatifs et les dynamiques de la consumma-

tion et sur les critères de choix des produits.

## PAS DE MODELE

### UNIQUE

Trop récentes, les évolutions des habitudes alimentaires ne sauraient actuellement fonder de certitudes : les données chiffrées anciennes manquent ainsi que les méthodes d'approche appropriées. Néanmoins, on peut d'ores et déjà dégager quelques tendances même si elles ne forment pas une analyse globale du phénomène. Le blé comme le riz se sont introduits de manière différente dans l'alimentation selon les pays, voire les régions, et il est donc difficile de raisonner globalement sur leur «statut» dans les modèles alimentaires. La progression de leur consommation ne correspond pas forcément partout à l'adoption d'un produit nouveau. Par exemple, dans les régions sahéliennes du Tchad et à N'Djaména, on consomme du blé cultivé sur place depuis plusieurs dizaines d'années. En Côte d'Ivoire, le riz est une des principales productions de la région ouest, et dans une moindre mesure du nord.

Manger du riz ou du blé n'a pas non plus la même signification selon les périodes considérées. C'est ainsi qu'au Tchad, en dehors des périodes



d'aide alimentaire, le prix élevé du riz en fait une denrée de luxe mais non un produit de prestige. Dans les régions est de la Côte d'Ivoire, il s'apparente plutôt à un plat du pauvre, économique, qui permet d'acheter par ailleurs des produits locaux plus chers.

La progression des consommations de l'une ou l'autre de ces céréales n'a pas non plus la même signification dans la mesure où elles ne jouent pas le même rôle dans l'alimentation. Le riz se substitue facilement aux céréales et aux tubercules traditionnels en raison de la structure des plats africains. Ceux-ci se composent généralement d'une sauce qui leur donne leur nom, accompagnée indifféremment d'igname, de banane, de mil, de sorgho ou de maïs. La sauce fait en quelque sorte passer le riz qui remplace aisément ces ingrédients en se prêtant au mode habituel de préparation. Il donne lieu aussi à l'apparition de nouveaux plats comme le riz au poisson au Sénégal ou le riz au gras (riz, légumes, produits animaux).

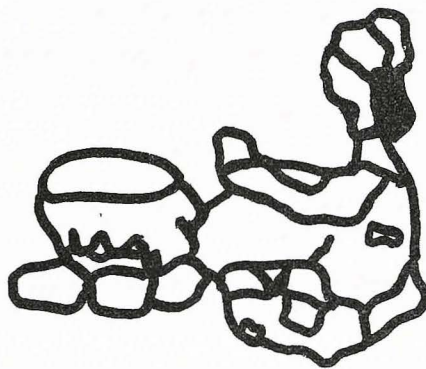
Très différent, le blé n'est pas mangé tel quel mais sous forme de pain, de beignets, de biscuits fabriqués industriellement ou artisanalement. Sa consommation s'est surtout développée entre les repas et essentiellement en dehors du domicile, lors du repas du midi par exemple. Le changement le plus spectaculaire est l'adoption dans les villes africaines du petit déjeuner à la française, pris près du lieu de travail. Il est cependant difficile de généraliser car au Tchad la farine de blé remplace parfois celle de sorgho dans la confection des Kissa, galettes accompagnées ou non de sauce.

## LA SAUCE

### D'ABORD

En fait, la plupart des études montrent que la consommation du riz et du blé s'inscrit dans un mouvement de diversification de l'alimentation, qui inclut aussi, bien qu'on en parle moins, d'autres produits<sup>(1)</sup>. A Dakar, on incorpore de la farine de blé, de maïs ou de riz à celle de mil dans la préparation du couscous. A Ouagadougou, et dans les villes de

Côte d'Ivoire, le maïs remplace souvent le sorgho dans le tô. La diversification concerne d'abord les mets qui accompagnent la sauce. Les populations ivoiriennes nouvellement consommatrices de riz mangent des ignames ou des bananes le midi avec une sauce qu'elles finissent le soir avec du riz. De nouvelles préparations apparaissent, à base de pommes de terre, de pâtes alimentaires ou de produits venus de régions ou de pays voisins. En Côte d'Ivoire, les menus de fête comprennent souvent des plats dits européens, sénégalais ou béninois. Dans la cuisine de tous les jours, en revanche, les plats classiques gardent un réel attrait. En temps de pénurie, (mil au Tchad, igname à Abidjan), ils font même figure de mets de luxe.



## LE PRIX NE FAIT PAS

### LE PLAT

Des travaux récents sur la diversification des styles alimentaires mettent en doute l'existence d'une relation entre niveau de revenu et choix des aliments. Une étude<sup>(1)</sup> appuyée sur des enquêtes menées dans les pays du Sahel, tout en soulignant «le rôle complexe du prix», estime que les différenciations sociales ne s'expriment pas tant dans le choix de la céréale que dans la composition de la sauce qu'elle accompagne (teneur en viande et produits gras). Les produits importés et locaux ne seraient donc pas concurrents mais complémentaires, la plupart des ménages consommant riz et mil dans la journée quels que soient leurs revenus. Une autre étude<sup>(2)</sup>, menée en Côte d'Ivoire, montre qu'une baisse des prix du riz sur une longue période n'a pas entraîné de hausse sensible de sa consommation.

Une juste appréciation du rôle des prix appellerait des observations supplémentaires. Il paraît cependant difficile de leur dénier toute influence sur l'achat de riz ou de blé, notamment à court terme. Ils sont devenus moins chers que les céréales locales au moment où le pouvoir d'achat baissait fortement dans la plupart des pays de la zone. Les adaptations à une diminution de revenu ou à une forte augmentation des produits locaux ne se traduisent pas forcément par une croissance de la part relative des dépenses alimentaires dans le budget familial. Les ménages réduisent d'abord leur consommation de produits animaux (baisse de 20 à 30% en Côte d'Ivoire entre 1980 et 1985) et se rabattent sur des produits végétaux moins chers. Ces reports ont toutefois une limite, culturelle: sont-ils jugés acceptables par le consommateur? Dans le sud-est de la Côte d'Ivoire, les populations Akan se sont mises au riz pour des raisons économiques mais répugnent à manger du maïs, très dévalorisé.

Si la percée africaine du riz et du blé s'inscrit effectivement dans un mouvement plus général de diversification des modèles et des pratiques alimentaires et que leurs faibles prix n'expliquent pas tout, le retour à une alimentation à base essentiellement de produits locaux apparaît, dès lors, peu probable. La protection des productions locales exigerait soit le retour à des produits dits traditionnels soit leur adaptation pour les substituer à leur tour au riz ou au pain. Or, les quelques tentatives de fabrication de pain au mil ou au manioc ne sont guère encourageantes. Cependant, la demande de produits autres que le riz et le blé, notamment les tubercules et la banane plantain, reste très forte. La croissance de leur consommation en ville dépendra surtout des capacités d'approvisionnement.

Dominique Harre

(1) «La diversification de la consommation : une tendance de l'évolution des styles alimentaires au Sahel», Nicolas Bricas et Rachel Sauvinet (CIRAD-CEEMAT). X<sup>ème</sup> séminaire d'économie rurale des régions chaudes, 11 au 15 septembre 1989, Montpellier

(2) «Alimentation en Afrique : manger ce qu'on peut produire», Requier-Desjardins, Editions Karthala-PUSAF, 1988



## Inde

# La révolution verte à la croisée des chemins

**A**près un demi-siècle de stagnation tragique, l'agriculture indienne a renoué avec la croissance depuis l'Indépendance, en 1947. Aujourd'hui, les famines ne sont plus qu'un souvenir, l'Inde couvre ses besoins en céréales et sa balance agricole penche du bon côté avec un excédent de sept milliards de francs par an. Ce bilan positif, généralement mis au crédit de la «Révolution verte», doit pourtant être nuancé. La priorité accordée au secteur céréalier a entraîné un recul de la production d'oléoprotéagineux, importés depuis massivement (1,5 million de tonnes en 1986-87) et la ration alimentaire quotidienne des Indiens plafonne à 2 200 calories depuis 1947. L'agriculture indienne reste donc fragile et l'équilibre alimentaire précaire du fait de la poussée démographique.

## DE LA FAMINE

### A L'AUTOSUFFISANCE

Alors que l'Inde exportait des céréales au siècle dernier, elle bascule dans le rouge au cours des années 1920, date à laquelle ses importations deviennent structurelles. Elle entre alors dans un cycle de famines dues davantage à l'organisation des marchés qui écarte les plus pauvres qu'à une réelle pénurie. La plus grave,

**Les Indiens ignorent**

**aujourd'hui la faim.**

**Ils ont du riz dans leur bol,**

**mais ne sont pas**

**à l'abri des carences.**

**La Révolution verte a**

**peut-être trop mis le paquet**

**sur les céréales et sacrifié**

**l'arachide et les pois.**

en 1943, fit quelque trois millions de victimes au Bengale. La dernière remonte à 1965-66 mais des disettes ont affecté depuis certains Etats indiens : les plus pauvres ou les plus sévèrement touchés par la sécheresse de 1987/88.

C'est par la mise en place d'un système gouvernemental d'aide d'urgence efficace et surtout grâce à l'augmentation de sa production agricole

que l'Inde a réussi à éloigner le spectre de la famine. Entre 1950 et 1980, la production vivrière s'est développée au rythme annuel de 2,7 % alors qu'elle avait stagné au cours des cinq décennies précédentes : seulement + 0,3 % par an entre 1900 et 1946. Malgré une croissance démographique très rapide, de 2,2 % par an, les importations indiennes de céréales n'ont cessé de diminuer jusqu'à disparaître en 1985, première année de l'autosuffisance.

Pour parvenir à cet équilibre, le gouvernement indien avait lancé dès 1950-51 un premier plan qui cherchait à agir sur la production globale en jouant sur deux variables : l'irrigation et les engrais. Cette option favorisa beaucoup le développement des céréales qui valorisent le mieux ces deux techniques. L'expansion du secteur céréalier, encouragée en outre par une politique de soutien des prix, s'est faite au détriment des oléoprotéagineux, relégués sur les terres les plus ingrates, d'où la stagnation de leur productions et le recours massif aux importations d'huiles végétales.

L'irrigation a fait un bond spectaculaire en Inde à partir de 1960 : près d'un million d'hectares supplémentaires irrigués chaque année. Par ailleurs, la promotion des engrais chimiques et leur fabrication locale ont permis à la fois de tirer le meilleur



parti des infrastructures hydrauliques et d'introduire des variétés de riz et de blé à haut rendement. C'est d'ailleurs très précisément le développement et la vulgarisation de ces trois facteurs (irrigation, engrais chimiques et semences sélectionnées), après la sécheresse de 1965-66, que l'on appelle la Révolution verte.

## UNE REVOLUTION

### INEGALE

Mais ce bouleversement des pratiques agricoles a touché très inégalement les Etats indiens. Les trois quarts des terres, celles non irriguées, y ont échappé. En fait, seulement 15 % des sols cultivés ont contribué pour plus de moitié à la hausse de la production agricole pendant la Révolution verte et encore aujourd'hui,

### IRRIGATION : une technique à double tranchant

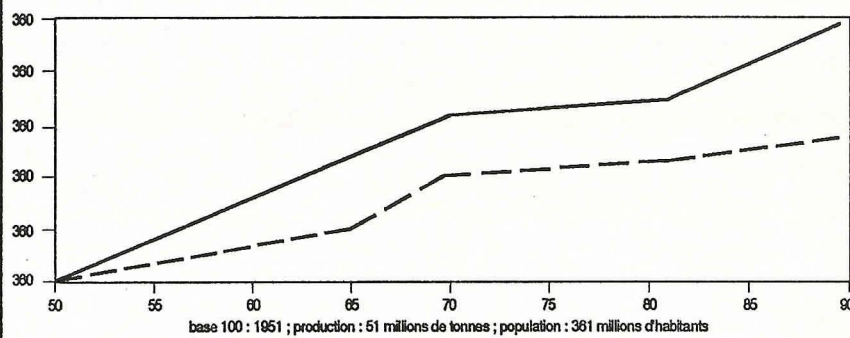
En dépit de ses importants efforts d'aménagement hydro-agricole, l'Inde reste, presque aux trois quarts, un pays de cultures pluviales, ce qui affecte fâcheusement ses rendements moyens. La culture irriguée entraîne une forte élévation des rendements en offrant :

- une meilleure maîtrise de l'approvisionnement en eau,
- la possibilité d'une deuxième culture,
- et celle d'utiliser des variétés améliorées qui rentabilisent l'emploi d'intrants.

L'irrigation atténue également le risque climatique: lors de la sécheresse de 79/80, la baisse de production de céréales a été de 6 % sur les terres irriguées contre 28 % sur les cultures pluviales. La réduction de ces aléas permet aussi de mieux rentabiliser les intrants.

En revanche, mal maîtrisée, l'irrigation peut provoquer une salinisation des terres. Son usage trop systématique peut faire baisser le niveau des nappes phréatiques, ce qui renchérit le coût du pompage. Elle pousse, par ailleurs, à la monoculture céréalière, qui, si elle valorise mieux le système intensif irrigué, peut déboucher sur des déséquilibres globaux dans les productions.

### EVOLUTION DE LA PRODUCTION DE GRAIN ALIMENTAIRE / POPULATION



trois Etats, sur les 22 que compte l'Inde, alimentent aux trois-quarts les stocks fédéraux de céréales.

Malgré un vigoureux effort de promotion et de production d'amendements chimiques, la consommation moyenne d'engrais ne dépasse pas 50 kg par hectare cultivé, un chiffre inférieur à ceux du Pakistan, du Sri Lanka et même de l'infortuné Bangladesh. Là encore, les variations d'une région à l'autre sont considérables : 124 kg/ha pour le Penjab contre 3 kg/ha dans l'Assam. Quant aux semences sélectionnées, la moitié des terres cultivées les ignorent. Conséquence : les rendements moyens demeurent très faibles, de l'ordre de 20 quintaux de blé par hectare (32 q/ha dans le Penjab mais moitié moins dans le Bihar).

La priorité donnée à la production céréalière au cours de la Révolution verte n'a pas eu que des conséquences bénéfiques puisqu'elle a entraîné par ricochet un alourdissement des importations d'huiles végétales (1,5 million de tonnes par an, soit près de 3 milliards de francs) ainsi qu'une stagnation de la consommation alimentaire au cours des 30 dernières années. Chaque Indien ne consomme en moyenne que 2 200 calories par jour alors que la FAO recommande une ration quotidienne de 2 500 calories (contre 3 300 calories par jour et par habitant en France). Plus grave au plan nutritionnel, la consommation de céréales en Inde a légèrement augmenté mais la ration de protéines végétales est tombée de moitié. En 1961, un Indien mangeait en moyenne 400 grammes de céréales et 69 grammes de protéagineux par jour; en 1987, il absorbait 429 grammes de céréales mais seulement 36 grammes de protéagineux. Comp-

te tenu de la faible consommation de produits animaux, le risque de carences protéiques est important pour la population indienne.

Confronté à un taux de croissance démographique de 2,1 % par an, le gouvernement indien ne saurait faire l'économie d'une politique agricole volontariste pour nourrir ces quelque 17 millions de bouches supplémentaires chaque année. Deux voies principales s'ouvrent à lui : l'une, dans le droit fil de la politique menée jusqu'à présent, conduit à favoriser encore les paysans déjà bénéficiaires de la Révolution verte par le biais de subventions aux intrants et d'un soutien renforcé des cours des céréales. Cette moyenne paysannerie émergente qui fournit à l'Inde ses stocks de sécurité commence à prendre conscience de son pouvoir. Elle entend bien se faire entendre, au besoin en manifestant dans les rues de New-Delhi comme elle l'a fait à plusieurs reprises.

L'autre voie, déplaçant ces priorités, répartirait l'effort national entre les paysans restés en marge des circuits commerciaux, les agriculteurs des zones non irriguées et les microfundiaires de la basse Vallée du Gange. Elle implique des réformes agraires, des crédits plus importants pour la recherche agronomique en zone non-irriguée, notamment sur les millets et oléoprotéagineux et un soutien des prix pour ces mêmes productions. A l'approche des élections indiennes, fin novembre, et compte tenu de la fragilité actuelle du parti du Congrès, chacune des deux voies sera soigneusement analysée. En terme de bénéfice électoral bien sûr ...

Philippe Vinçon